Le rôle de la société civile syrienne en France

Comité Syrie-Europe Après Alep

> **Il faut continuer à se battre dans la guerre des récits, contre l'impunité du régime et en faveur d'un accueil digne des réfugiés.**

Le samedi 25 mai 2019, le Collectif de développement et secours syrien tenait son Forum des acteurs de la société civile syrienne en France, consacré au rôle de la société civile syrienne en France au regard des changements politiques.

La journée a commencé par une minute de silence en hommage à Vivianne Glasman, disparue la veille à l'âge de 66 ans, pour son engagement auprès du peuple syrien au sein de l'association Revivre.

Isabelle Hausser a soutenu que l'impunité du régime n'est pas une fatalité à long terme. Malgré les impasses de la voie syrienne et de la Cour pénale internationale, le MIII de l'ONU a recueilli de nombreuses informations et agit comme instance d'instruction pour des juridictions nationales. Le seul espoir est en effet la compétence universelle des États nationaux. Elle permet de juger certains anciens responsables du régime et des personnes morales (Lafarge, Cosmos…). Ce sont « de petites fissures qui autorisent la fonte du

glacier ». Sur ce sujet, voir Joël Hubrecht, « Syrie, une justice hors de portée ? » (Esprit, juin 2017).

Michel Duclos souligne que l'on est passé d'une guerre civile à une guerre internationale, dans laquelle la Russie est au centre du jeu. Mais elle est coincée au Nord (entre le régime et la Turquie) et au Sud (entre l'Iran et Israël). Les Américains, malgré leurs annonces, sont toujours présents sur le terrain au Nord-Est et toujours actifs par leurs sanctions contre l'Iran et les responsables du régime ; ils ont récemment renoué le contact avec les Russes. Les Européens ne jouent plus aucun rôle. Alors que les Russes les pressent de contribuer à la reconstruction, Michel Duclos considère qu'il ne faut pas se précipiter et attendre que les conditions soient réunies pour une véritable transition politique.

Ziad Majed dresse le portrait d'une Syrie dont le contrôle territorial est partagé entre le régime et ses alliés russes et iraniens, les Kurdes, les Turcs et leurs alliés opposants, et al-Nosra… L'autorité du régime est elle-même fragmentée : il ne reste que les symboles (portraits, statues), le système carcéral et l'administration. Mais il n'existe plus de souveraineté : il n'y a pas de politique étrangère, des milices contrôlent militairement et économiquement de larges territoires (surtout le long du littoral et dans les campagnes), et les Iraniens et les Russes rivalisent pour le contrôle de certains domaines… Le régime est donc dans une phase d'attente. La reconnaissance par l'administration Trump de la souveraineté israélienne sur le Golan syrien constitue une carte dans les négociations actuelles. Ziad Majed appelle à continuer à se battre dans la guerre des récits et contre l'impunité et souligne les dynamiques de la société civile syrienne.

Jihad Yaziji considère que plus personne n'attend la reconstruction de la Syrie. Depuis quelques semaines, les problèmes liés à l'importation du pétrole, suite aux sanctions américaines, ont entraîné une forte inflation, qui suscite à son tour l'expression de colères et des grèves. Les incertitudes américaines accroissent l'instabilité ; les pays du Golfe, sous pression américaine, n'investissent pas ; les alliés russes et iraniens du régime n'ont pas de moyens financiers et accaparent des ressources. À l'exception de l'agriculture, l'activité économique de la Syrie risque de continuer à se détériorer.

Pour Hana Jaber, si les Syriens veulent majoritairement se réfugier en Europe, c'est parce que le respect de la dignité des personnes et les conditions d'intégration y sont encore les meilleurs.

Michel Morzière dénonce le mythe de la submersion alors que la France n'a accueilli que quelques milliers de réfugiés syriens. Il souligne que la part de protection subsidiaire (4 ans au lieu de 10) est passé de 30 à 70 % entre 2011 et 2018, ce qui accroit la précarité des réfugiés. Les rejets sont également plus fréquents, avec l'idée que l'on peut renvoyer les personnes en Syrie : c'est pour lui une forme de négationnisme. Les personnes accueillies sont souvent des hommes célibataires qui ont déserté l'armée, des femmes seules avec enfants, et des personnes accueillies dans le cadre du regroupement familial. Il conseille aux demandeurs d'asile de bien suivre la procédure et de ne jamais dire qu'ils disposent d'un logement. Il appelle à la création d'une organisation syrienne de la solidarité pour dépasser les engagements individuels.